

# Assurance Prévoyance collective à adhésion obligatoire

Document d'information sur le produit d'assurance

**Compagnie : Mutex**, société anonyme, immatriculée en France et régie par le Code des assurances,  
RCS Nanterre 529 219 040 – N° d'agrément : 502 13 25 – Siège social : 140 avenue de la République - CS 30007 - 92327 Châtillon cedex

**Produit collectif complémentaire Extension TC au produit conventionnel de la CCN de la Mutualité (JO n°3300)**

Ce document d'information présente un résumé des principales garanties et exclusions du produit. Il ne prend pas en compte vos besoins et demandes spécifiques. Vous trouverez l'information complète sur ce produit dans la documentation précontractuelle et contractuelle.

## De quel type d'assurance s'agit-il ?

Le produit complémentaire Extension TC au produit conventionnel de la CCN de la Mutualité permet à une entreprise, relevant du champ d'application de la convention collective nationale de la Mutualité du 31 janvier 2000 de souscrire, en complément du contrat conventionnel souscrit auprès de Mutex, un contrat d'assurance collective à adhésion obligatoire au bénéfice de l'ensemble de ses salariés dont la rémunération est comprise entre 4 et 8 fois le plafond annuel de la Sécurité sociale (TC), relevant du champ d'application de la CCN de la Mutualité et affiliés au régime général de la Sécurité sociale, afin d'étendre les garanties conventionnelles exprimées en pourcentage du salaire à cette tranche de rémunération.



### Qu'est ce qui est assuré ?

#### GARANTIES EN CAS DE DECES

##### ✓ Garantie capital décès ou invalidité absolue et définitive (IAD)

En cas de décès : 375% TC du salaire annuel brut de référence.

En cas d'IAD : 475% TC du salaire annuel brut de référence.

##### ✓ Garantie double effet

Capital versé en cas de décès ou d'IAD du conjoint, concubin ou partenaire de Pacs du salarié assuré, survenu au plus tard dans les 12 mois suivant le décès ou l'IAD de ce dernier : 375% TC du salaire annuel brut de référence.

##### ✓ Garantie rente viagère pour enfant handicapé (en cas de décès ou d'IAD du salarié assuré)

En relais de la rente éducation de base et en complément de la rente viagère pour enfant handicapé servie au titre du contrat conventionnel : 22% TC du salaire annuel brut de référence.

En cas de décès simultané ou postérieur du conjoint, concubin ou partenaire de Pacs du salarié assuré, survenu au plus tard dans les 12 mois suivant le décès de ce dernier, ce montant est majoré de 50%.

#### GARANTIES EN CAS D'INCAPACITE OU D'INVALIDITE

**Le total des prestations perçues par le salarié assuré ne saurait excéder 100 % de son salaire net d'activité.** Les montants des prestations s'entendent y compris les prestations servies par la Sécurité sociale.

##### ✓ Garantie incapacité temporaire

En cas d'arrêt de travail, versement d'indemnités journalières complémentaires à celles versées par la Sécurité sociale d'un montant de 80% TC du salaire brut de référence.

##### ✓ Garantie invalidité-incapacité permanente professionnelle (IPP)

Versement d'une prestation complémentaire à celle versée par la Sécurité sociale d'un montant exprimée en % TC du salaire brut de référence de :

- En cas d'invalidité 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> catégorie ou d'IPP d'un taux  $\geq$  à 33% : 100%.

- En cas d'invalidité 1<sup>ère</sup> catégorie : 60% si le salarié assuré n'exerce pas d'activité professionnelle, ou 100% si l'exerce une activité professionnelle.



### Qu'est ce qui n'est pas assuré ?

✗ Les décès et IAD survenus avant la date d'effet du contrat ou la date d'adhésion du salarié assuré.

✗ Les arrêts de travail et les invalidités qui ne donnent pas lieu au versement de prestations par la Sécurité sociale française.

✗ Les congés de maternité, de paternité ou d'adoption n'ouvrent pas droit aux indemnités journalières.



### Y a-t-il des exclusions à la couverture ?

#### Principales exclusions

Pour les garanties décès et IAD :

! les actes de guerre étrangère ou civile,

! les déplacements ou séjours dans une zone relevant d'une classification formellement déconseillée, ou déconseillée sauf raison professionnelle.

Pour les arrêts de travail, invalidités et incapacités permanentes professionnelles :

! les faits intentionnels et volontaires provoqués par le salarié assuré.

#### Principales restrictions

! le versement des indemnités journalières ne débute qu'à compter d'une période de franchise de 90 jours d'arrêt de travail continu ou discontinu,

! la durée maximum d'indemnisation est limitée à 1095 jours d'arrêt de travail pour l'incapacité temporaire, diminuée de la durée de franchise.



## Où suis-je couvert ?

- ✓ Les salariés assurés sont couverts dans le monde entier.
- ✓ Les prestations sont payées en France et en euros.



## Quelles sont mes obligations ?

### Sous peine de nullité ou suspension du contrat, ou de suspension du droit à garanties ou à prestations

#### A la souscription du contrat

- déclarer tous les salariés au profit desquels le contrat a été souscrit, et les anciens salariés relevant de la même catégorie bénéficiant du maintien des garanties au titre de la portabilité des droits,
- déclarer ces salariés et ces anciens salariés se trouvant en incapacité temporaire de travail, en invalidité ou en incapacité permanente professionnelle, et les salariés en temps partiel thérapeutique,
- déclarer les salariés et anciens salariés bénéficiant de prestations au titre d'un contrat de prévoyance collective,
- déclarer les ayants droit d'anciens salariés décédés, et bénéficiaires de rentes d'éducation ou de conjoint, au titre d'un contrat de prévoyance collective,
- fournir les informations nécessaires à leur adhésion, et à leur indemnisation pour les personnes se trouvant dans l'une des situations définies ci-avant.

#### En cours de vie du contrat

- m'acquitter du paiement des cotisations,
- déclarer tous les nouveaux salariés au profit desquels le contrat a été souscrit, et fournir les informations nécessaires à leur adhésion,
- déclarer les suspensions du contrat de travail, les modifications de situation de famille, des salariés assurés, et les sorties du contrat (notamment suite à départ de l'entreprise ou changement de catégorie professionnelle),
- déclarer les personnes pouvant bénéficier du maintien des garanties au titre de la portabilité des droits,
- informer l'organisme assureur du changement de convention collective, de création ou modification d'établissements, et de tous mouvements significatifs de salariés (notamment suite à restructuration d'entreprise).

#### En cas de sinistre

- fournir les demandes de prestations, et toutes les pièces justificatives nécessaires au paiement des prestations au moment de la survenance de l'événement, et en cours de service pour les prestations autres que des capitaux.



## Quand et comment effectuer les paiements ?

La cotisation est annuelle et payable par l'entreprise, dénommée souscripteur, soit trimestriellement à terme échu au plus tard dans les 15 jours qui suivent la fin de chaque trimestre civil, soit mensuellement à terme échu au plus tard dans les 15 jours qui suivent la fin du mois.

Elle peut être réglée soit par prélèvement SEPA, soit par chèque accompagné de l'avis d'appel de cotisations dûment complété, soit par virement bancaire.



## Quand commence la couverture et quand prend-elle fin ?

Le contrat prend effet à la date fixée aux conditions particulières signées par l'organisme assureur et le souscripteur. Il est renouvelable au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année par tacite reconduction.

Il prend fin :

- à la suite de la procédure de résiliation pour défaut de paiement des cotisations par le souscripteur,
- au 31 décembre de l'année en cours en cas de demande de résiliation à l'initiative du souscripteur ou de l'organisme assureur, envoyée par lettre recommandée au moins deux mois avant cette date,
- à la date de changement d'activité de l'entreprise si elle ne relève plus du champ d'application de la convention collective,
- à la date de disparition de l'entreprise,
- et en tout état de cause à la date de résiliation du contrat collectif de prévoyance couvrant le régime conventionnel.



## Comment puis-je résilier le contrat ?

Tous les ans en adressant une lettre recommandée avec avis de réception à l'organisme assureur au moins deux mois avant la date d'échéance du contrat collectif.